

*Questions orales*

des provinces les plus productives du pays? Il doit assurément pouvoir me répondre maintenant.

**Des voix:** Bravo!

[Français]

**L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale):** Effectivement, monsieur le président, la semaine dernière, c'est-à-dire il y a 10 jours exactement, comme je l'avais dit à l'honorable député, je me suis rendu en Ontario, plus précisément dans la région de Sudbury où on a officiellement ouvert le bureau du ministère. A cette occasion-là j'ai rencontré les autorités de ce secteur. J'en ai profité pour annoncer la contribution de mon ministère à l'agrandissement d'une fonderie dans la région de Sudbury ce qui va contribuer à créer un certain nombre d'emplois et probablement diminuer le taux de chômage de cette région-là. J'aurai l'occasion au cours des prochaines semaines, je l'espère, d'aller dans d'autres régions de l'Ontario et probablement dans celle de St. Catharines où l'honorable député semble m'inviter, et je verrai ce que mon ministère pourra faire par l'intermédiaire du mandat qui m'est assigné en vue d'aider l'économie de la province de l'Ontario dans la mesure du possible.

\* \* \*

[Traduction]

### JEUNESSE-CANADA AU TRAVAIL

#### DEMANDE DE CRÉDITS POUR LE PROGRAMME EN NOUVELLE-ÉCOSSE

**M. Andrew Hogan (Cape Breton-East Richmond):** Monsieur l'Orateur, je pose ma question au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Le ministre a-t-il réussi à user de son influence auprès du Conseil du Trésor pour obtenir des fonds supplémentaires pour le programme Jeunesse-Canada au Travail car, même si d'aucuns l'ont traité de palliatif—le ministre me l'a dit lui-même à la Chambre d'ailleurs—pour ma part je n'en ai jamais parlé dans ces termes. Je puis assurer au ministre qu'en Nouvelle-Écosse on a désespérément besoin de fonds. Je lui ai fait parvenir le résultat d'une étude que j'ai faite dans ma propre circonscription le 4 mars, et n'ai rien reçu comme réponse de son bureau depuis.

Peut-on espérer des fonds supplémentaires de sorte que l'égalité des chances, dont le premier ministre a parlé si souvent, devienne une réalité pour les régions du pays où le revenu est faible, car, à moins que ce programme n'en dispose, les jeunes ne pourront aller poursuivre leurs études à l'université ou dans les écoles d'arts et métiers?

**L'hon. Bud Cullen (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Une fois de plus, je remercie le député de l'intérêt qu'il porte aux programmes Canada au travail et Jeunesse-Canada au travail, car ces programmes répondent vraiment à un besoin dans de nombreuses régions du Canada. Le député de Gander-Twillingate a maintes fois insisté auprès de moi pour qu'on augmente la somme qui leur est affectée. J'ai transmis sa demande à qui de droit, mais je dois lui dire qu'on nous reproche constamment que ces programmes ne sont que des

[M. Alexander.]

expédients qui n'apportent pas de véritables solutions et que les gens ne veulent pas d'emplois temporaires. Aussi il est très difficile de les justifier aux yeux du reste des contribuables canadiens.

**M. Hogan:** Le ministre sait très bien que sa réponse n'en est pas une. Je suis très déçu. Il y a des jeunes dans ces régions. Qu'il aille à Terre-Neuve, au Cap Breton et ailleurs. Nous sommes heureux de savoir que le cabinet a approuvé le principe de l'octroi de 265 millions de dollars aux houillères. Cet accord va se traduire dans la réalité. Mais pour le moment, nous avons un tas de jeunes qui voudraient aller à l'université, pour y recevoir une meilleure formation et, si on n'augmente pas les subventions à ces programmes, ils ne pourront pas y aller. Je demande instamment au ministre d'insister auprès du Conseil du Trésor pour qu'il augmente les fonds affectés à ces programmes dans les régions où le chômage est élevé, afin que ces jeunes puissent—et je cite une fois de plus le premier ministre...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. La parole est au député de Simcoe-Nord.

\* \* \*

### RADIO-CANADA

#### DEMANDE D'AIDES VISUELLES FACILITANT LA COMMUNICATION AUX SOURDS DES MESSAGES TÉLÉVISÉS

**M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre des Communications une question revêtant un caractère humanitaire. Quelque deux millions de Canadiens sont, à des degrés divers, handicapés par leur surdité, et, jusqu'à présent, n'ont été que très peu représentés, politiquement ou autrement, de sorte qu'on s'intéresse de moins en moins à eux.

Parce qu'on était accaparé par d'autres questions pressantes, on n'a rien fait pour remédier à leur incapacité de communiquer. Le ministre pourrait-elle nous dire pourquoi certaines émissions des réseaux d'État n'offriraient-elles pas des sous-titres, voire du langage mimique. Je songe notamment aux bulletins de nouvelles, aux documentaires, aux émissions à caractère politique et même à la transmission des débats de la Chambre des communes.

● (1452)

**L'hon. Jeanne Sauvé (ministre des Communications):** Monsieur l'Orateur, voici plusieurs mois, le ministère a publié dans la *Gazette* du Canada une proposition invitant le public à faire part de ses commentaires concernant la standardisation des signaux véhiculés par la station de télévision. Certains de ces services sont reliés à la radiodiffusion et comprendraient un sous-titrage caché qui ne pourrait être vu que des téléspectateurs disposant de décodeurs spéciaux. Une fois que nous aurons reçu des commentaires concernant cette proposition, nous serons en mesure de déterminer quelle sera la position que devra adopter le ministère à cet égard.